

Alter Égaux n°14



*pensons le monde autrement
vivons-le solidairement*

Belgique-België
P.P.
Bruxelles X
1/2307

Bureau de dépôt Bruxelles X
N° d'agrégation F201042
Adresse de l'expéditeur :
Rue Coenraets, 68 - 1060 Bruxelles



**Objectifs du Développement du Millénaire :
réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici 2015 !?**

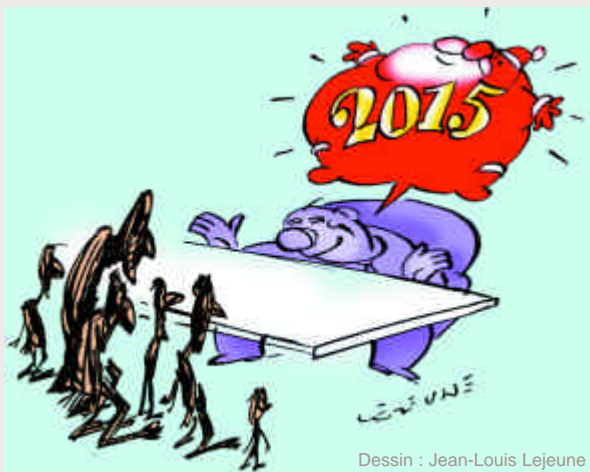
LE SIÈCLE DE LA CHINE ET LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE

Les systèmes politiques antagonistes que séparait le Mur de Berlin recouvraient des aires de marché aux cycles productifs relativement indépendants. La "mondialisation" consécutive à la chute des régimes d'économie administrée signifie ainsi l'unification marchande du monde, une synchronisation des temps économiques et une interdépendance accrue entre les différentes aires commerciales de notre planète. Les vieilles catégories géopolitiques du temps de la guerre froide ne peuvent rendre compte de la reconfiguration économique en cours et de l'émergence de nouveaux pôles de croissance et d'échanges.

Le "tiers monde" par exemple prétendait désigner les pays qui ne se retrouvaient pas dans l'affrontement est-ouest. Pays non-alignés, cherchant une voie autonome de développement, refusant d'être des champs de bataille par procuration, leur caractère univoque commun était la plus ou moins grande pauvreté.

Un de ses porte-drapeaux était alors la Chine, aujourd'hui lancée dans une croissance capitaliste impétueuse, qui a multiplié par cinq le revenu de la population au cours des 25 dernières années.

Puissance en devenir, la Chine est appelée à changer le monde au cours du XXI^e siècle. La course à la modernité s'y accommode par ailleurs très bien de relations sociales dignes du XIX^e siècle industriel en Angleterre.



Dessin : Jean-Louis Lejeune

Aussi, la réduction à l'échelle mondiale de la population vivant dans la pauvreté absolue (moins de 1 dollar par jour par habitant) en 20 ans (de 64% à 17%) doit beaucoup au décollage de l'Empire du Milieu dont l'histoire était jusque récemment ("Grand bond en avant") régulièrement ponctuée de périodes de famines.

La situation est bien différente sur le continent africain qui compte 34 pays sur les 49 pays qualifiés de moins avancés et où se concentre la grande pauvreté. Plus de 320 millions de personnes (sur 885 millions) vivent avec moins de 1 dollar par jour. Affectés par la baisse brutale des cours du café, du cacao, du coton ou du sucre, quand ils ne sont pas ravagés par les guerres, la corruption et les épidémies, les pays de la région demeurent à l'écart du développement mondial. L'Afrique subsaharienne n'a capté en 2003 que 9,2 milliards de dollars d'investissements directs étrangers (principalement d'origine sud-africaine) destinés aux rares zones productivement utiles (pétrole du Golfe de Guinée notamment). En comparaison, la Chine a attiré la même année 53,5 milliards de dollars d'IDE.

L'Afrique du Sud qui représente 25% du PIB du continent vit d'ailleurs aussi son émergence comme puissance économique régionale sur le mode des inégalités puisque, par exemple, l'espérance de vie y a diminué de 14 ans depuis 1992.

Le XXI^e siècle sera celui de la grande transition vers de nouveaux équilibres économiques qui dessineront les linéaments de rapports de puissance correspondants et de nouvelles rationalités géopolitiques. Réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2015, entre autres objectifs du millénaire, consistera à chevaucher le tigre. Il est à craindre cependant que 2015 soit une balise vite emportée par les flux et la logique déstabilisateurs des marchés



Marie-José LALOY
Sénatrice
Présidente de Solidarité Socialiste

Solidarité Socialiste ...



A Schaerbeek, en partenariat avec le PS, SolSoc à l'honneur !

... à Schaerbeek...

Le 5 mars, Solidarité Socialiste s'est présentée au public schaerbeekois lors d'une activité initiée par la section PS de Schaerbeek, présidée par Eddy Courthéoux, en présence de la Sénatrice Sfia Bouarfa et du Député Mohamed Lahlali. Comme cette journée se placait dans le cadre des festivités du 120^e anniversaire du PS, notre Présidente Marie-José Laloy, Sénatrice, fit le récit du parcours de SolSoc depuis 1936 dans la mouvance socialiste.

... à Wavre...

Le 15 avril, à l'invitation de PAC (Présence et Action Culturelles), voilà SolSoc à l'Espace Belle-Vue à Wavre. Outre

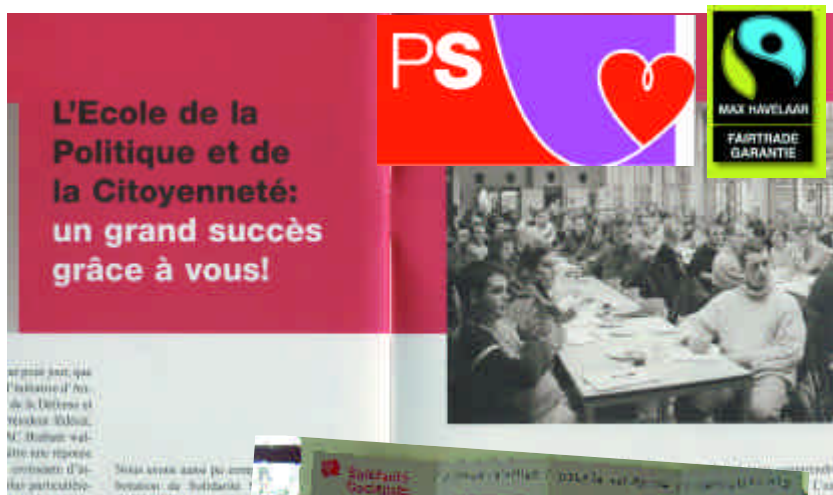


les interventions de notre Présidente Marie-José Laloy et

de Jacky Vogelsang, Responsable des Relations Publiques, les diverses facettes de notre ONG y ont été présentées, sous forme d'Espaces de Rencontres (Espace Afrique, Espace Palestine, Espace Education au Développement, Espace 11.11.11), avec la collaboration de plusieurs responsables de l'équipe SolSoc.

... à l'Ecole de la Politique et de la Citoyenneté...

Par son partenariat avec l'Ecole de la Politique et de la Citoyenneté initié par la Fédération PS BW, SolSoc souhaite sensibiliser au fil des mois les jeunes du Brabant wallon à la problématique des rapports Nord/Sud. SolSoc accueille chaque mois les participants (287 inscrits) avec un petit déjeuner équitable en collaboration avec Max Havelaar. L'Ecole a déjà tenu session à Wavre, à Court-Saint-Etienne, à Jodoigne et à Rixensart.



... partenaire du CRECCIDE !



Depuis fin de l'année dernière, SolSoc est partenaire du CRECCIDE. Cet organisme fédère les Conseils d'Enfants (CCE) et Conseils Communaux de Jeunes (CCJ) en Wallonie. Le samedi 16 avril, SolSoc a participé activement au grand rassemblement annuels des CCE et CCJ qui s'est tenu à Tubize placé cette année sous le thème des «Solidarités».

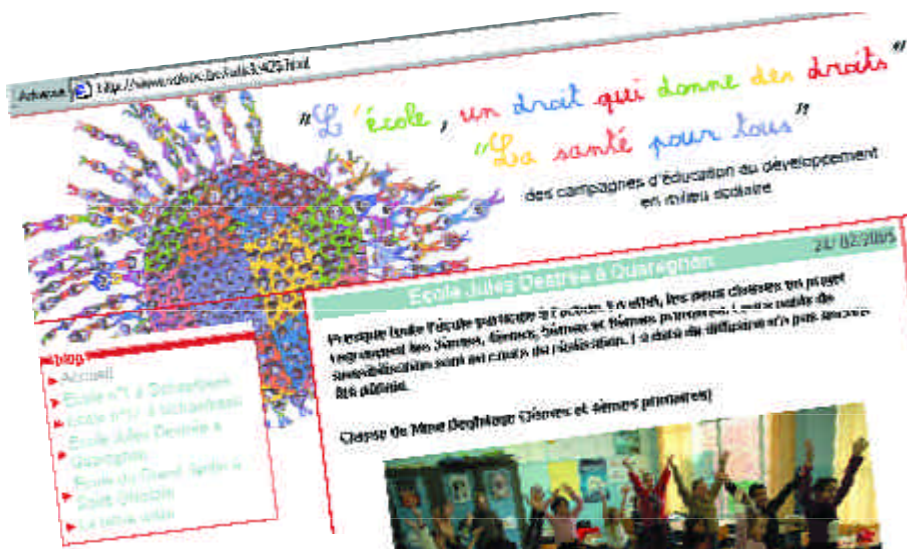
Notre ONG a évoqué les aspects de la solidarité internationale. Plus de détails dans le prochain *Alter Egaux*.



A Wavre, lors de la séance inaugurale de l'Ecole, Jean-François Istasse, Président du Parlement de la Communauté française, et Marie-José Laloy, Sénatrice et Présidente de Solidarité Socialiste.

Vous souhaitez également aborder le thème de la solidarité internationale au sein de votre organisation ? Parlons-en ensemble...

Contact et infos :
Jacky VOGELSANG
02/ 505.40.73 - 0478/ 48.15.28
Courriel : jvogelsang@solsoc.be



Dans le cadre de nos campagnes éducatives «L'école, un droit qui donne des droits» et «La santé pour tous», chaque école participante organise une petite fête pour vous présenter les outils de sensibilisation réalisés par les élèves.

Le samedi 21 mai
à l'Ecole du Grand Jardin à Saint-Ghislain.

Le jeudi 2 juin
à l'Ecole n°17 de Schaerbeek, dans les locaux de l'Athénée Fernand Blum, avenue Renan.

Le vendredi 10 juin dès 13h30
à l'Ecole Jules Destrée à Quaregnon.

Le lundi 20 juin
lors de la remise des Certificats d'étude de base à l'Ecole n°1, rue Josaphat, Schaerbeek.



Des élèves de l'Ecole du Grand Jardin réalisent une affiche sur le thème de l'école.

Plus d'infos : www.solsoc.be/blog
(la page interactive des campagnes éducatives)
ou Géraldine Georges : ggeorges@solsoc.be, 02/505.40.83



Un dossier pédagogique a été réalisé dans le but de soutenir les enseignants soucieux de travailler les thèmes de l'éducation et de la santé avec leurs élèves. Constitué d'une compilation d'articles traitant du fond, et de propositions d'activités à réaliser en classe, il a été entièrement conçu

avec nos partenaires d'ASMADE au Burkina Faso et de Djokoo au Sénégal, ainsi qu'avec la collaboration d'autres associations ou ONG en Belgique : l'Institut d'Eco-Pédagogie, ITECO, Pollen, ...

Infos
Perrine Crevecoeur
pcrevecoeur@solsoc.be - 02/505.40.80

DE NOUVELLES TÊTES À SOLSOC

L'équipe SolSoc compte deux nouveaux membres : Alexandra Noël assume depuis janvier les fonctions de responsable des ressources humaines, tandis que Saïfe Kayal a commencé le 14 février comme responsable de la logistique et assistant administratif. Bienvenue à Alexandra et à Saïfe !



Les Objectifs du Développement du Millénaire

1a : Réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici 2015

Dans le précédent numéro d'*Alter Ego*, nous avons abordé rapidement et sans tendresse le thème des Objectifs du Développement du Millénaire dans un article intitulé "Catastrophes et développement". Nous y revenons dans le cadre d'une série de théma-zooms qui se proposent d'analyser plus en détail les objectifs, leurs cibles et les indicateurs utilisés pour chacun d'eux. Ouvrons le bal avec le tout premier Objectif (réduire l'extrême pauvreté et la faim), et plus précisément la première cible (réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour).

Les Objectifs du Développement du Millénaire (ODM) visent, selon l'Organisation des Nations unies, "le développement, et l'élimination de la pauvreté".

En septembre 2000, à New York, 147 chefs d'Etat et de gouvernement ont participé au Sommet du Millénaire qui s'est terminé par l'adoption de la "Déclaration du Millénaire". Les dirigeants de la planète y ont "décidé", notamment, de réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de la population mondiale souffrant d'extrême pauvreté.

Les vœux formulés dans la Déclaration sont nobles : il faut faire en sorte que la mondialisation devienne (ce qui sous-entendrait qu'elle ne l'est pas pour l'heure) une force positive pour l'humanité entière, et il convient, pour cela, de réduire le fossé entre pays riches et pauvres, de mieux partager les bénéfices de la mondialisation, et de rappeler l'engagement des Etats à promouvoir la démocratie et l'Etat de droit.

Fort bien, mais dans un monde où près de 1,2 milliard de femmes et d'hommes survivent (?) avec moins d'un dollar par jour (!), et où les richesses les plus abjectes côtoient les pauvretés les plus inhumaines, peut-on "décider" moins ? Et si les vœux paraissent nobles, encore faudrait-il qu'ils ne s'avèrent pas pieux, comme si souvent, et que la Déclaration du Millénaire ne soit pas une déclaration de principe, comme tant d'autres avant elle.

En effet, les huit objectifs fixés par les Nations unies en matière de santé, d'éducation, de lutte contre la pauvreté, et d'environnement apparaissent certes généreux et ambitieux, mais aussi extrêmement généraux

et surtout non contraignants pour les Etats signataires. En fait, ils fixent simplement un cadre global auquel doivent s'attacher ces derniers en matière d'aide et de politiques de développement.

Et si ces objectifs ont le mérite d'exister, ils resteront toujours lettre morte sans une volonté forte de mettre en œuvre des politiques en vue de les atteindre et sans la pression constante des sociétés civiles du Nord et du Sud vis-à-vis de leurs gouvernements et des institutions internationales pour les faire appliquer. Parmi les indicateurs des ODM, on retrouve ainsi l'Arlésienne : "l'Aide Publique au Développement doit être portée à 0,7 % du PNB des pays donateurs", objectif déjà formulé par ... les Nations unies ... en 1970 !

Les Objectifs du Développement du Millénaire

Objectif 1

Réduire l'extrême pauvreté et la faim

Objectif 2

Assurer l'éducation primaire pour tous

Objectif 3

Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Objectif 4

Réduire la mortalité des enfants de moins de cinq ans

Objectif 5

Améliorer la santé maternelle

Objectif 6

Combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies

Objectif 7

Assurer un environnement durable

Objectif 8

Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Il ne faudrait pas que les ODM deviennent l'énième prétexte d'une bonne conscience des pays développés, jouant les autruches en ce qui concerne les effets sinistrement négatifs de leurs politiques macroéconomique, commerciale et financière sur le développement de la planète. Comme l'a écrit l'anthropologue Alain Monnier, *"la solidarité avec et entre les pauvres hante les livres bien pensants écrits par des gens aisés"*.



Partout dans le monde, des hommes, des femmes et des enfants collectent les déchets générés par la société de consommation. Ils n'ont d'autre choix que de survivre dans la pestilence des grandes décharges à l'air libre : le système de sécurité sociale, pourtant tellement décrié par les (ultra)libéraux, n'existe pas pour eux.

Oui aux objectifs - peut-on leur dire non ? -, mais il est vital d'aller beaucoup plus loin : il est impératif de dénoncer les causes réelles du mal-développement et de la pauvreté et de s'y attaquer, de proposer des alternatives justes et réalistes, d'interpeller nos gouvernements nationaux et l'Union européenne sur toutes les politiques qui ont un impact négatif sur le développement et les économies du Sud (et du Nord).

Il faut utiliser les objectifs pour aller bien au-delà, placer les décideurs (officiels et officieux) et les populations du Nord et du Sud devant leurs responsabilités et face à leurs contradictions, et lutter pour la mise en place de politiques alternatives et contraignantes, porteuses de changements structurels profonds à même d'assurer, faute d'un autre terme moins ambigu, un "développement" réellement durable.



Paul Wolfowitz (à g.) succédera à James Wolfensohn (à dr.) à la tête de la Banque mondiale le 1er juin, et John Bolton est le candidat de George W. Bush comme ambassadeur américain aux Nations unies. Les faucons de l'ultra-libéralisme lancent l'offensive sur les institutions internationales.

Nous déclinons, au fil de théma-zooms successifs, nos (fortes) objections et nos (sérieux) doutes à la fois sur la pertinence et l'efficacité des divers objectifs, tels qu'ils sont exposés par les Nations unies, pour faire de "la mondialisation une force positive pour l'humanité", mais surtout sur les mesures prises et les voies empruntées à cette fin.

Nous ne manquerons pas également de faire part de nos réflexions et de proposer des alternatives réalistes et crédibles, même si celles-ci sont difficiles à mettre en œuvre dans un contexte global qui leur est très défavorable.

Objectif 1

Réduction de moitié l'extrême pauvreté et la faim

Cible 1

Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour.

Les Objectifs du développement du Millénaire ont pour origine un rapport de la Banque mondiale (BIRD) intitulé *"Combattre la pauvreté"*. Ce rapport serait le document fondateur d'une "nouvelle approche" ⁽¹⁾ du développement par la Banque mondiale. Laquelle "nouvelle approche" serait née de la prise de conscience (sic), au sein de la BIRD, de l'aggravation de la pauvreté dans de nombreux pays en voie de développement (PED) - tout particulièrement en Afrique subsaharienne - et de l'échec des politiques dites d'ajustement structurel ⁽²⁾.

Dans ledit Rapport, il est écrit que chaque "pays est maître de sa stratégie de développement", mais que la maîtrise du développement doit se faire néanmoins dans "une stratégie globale, qui tient compte (...) de la

nécessité d'intégrer les actions d'ordre institutionnel, structurel et sectoriel dans un cadre macroéconomique cohérent", (Banque mondiale 2002, c'est nous qui soulignons). Devinez ce que peut être ce "cadre macroéconomique cohérent" !

Ce premier objectif entend donc s'attaquer, non à la pauvreté, mais à l'extrême pauvreté, définie comme une pauvreté monétaire, chiffrable, objectivable.

Il s'agit de réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour.

Voyons tout cela de plus près. En 1990, les statistiques de la BIRD dénombraient 1,134 milliard de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour (seuil d'extrême pauvreté). L'objectif n'est pas d'arriver à moins de 567 millions de pauvres extrêmes en 2015, mais **d'arriver à un ratio équivalent à la moitié du pourcentage d'extrême pauvreté de 1990**. Pas très clair ? Concrètement, voyons ce que cela donne.

Prenons l'Amérique latine et les Caraïbes. En 1990, le taux de pauvreté extrême y était de 15,6 %. En chiffres absolus : 59,4 millions de personnes pour une population totale de 381 millions. Il faut donc, pour atteindre l'objectif fixé par les Nations unies, arriver à un taux inférieur à 7,8 %. Soit, selon les projections démographiques pour 2015, aux alentours de 43 millions de personnes pour une population totale de 545 millions. Si l'on tient compte des chiffres absolus [59,4 millions et 43 millions], en obtenant l'objectif, la diminution du **nombre absolu** d'extrêmes pauvres est de 27,6 % et non pas de 50%.

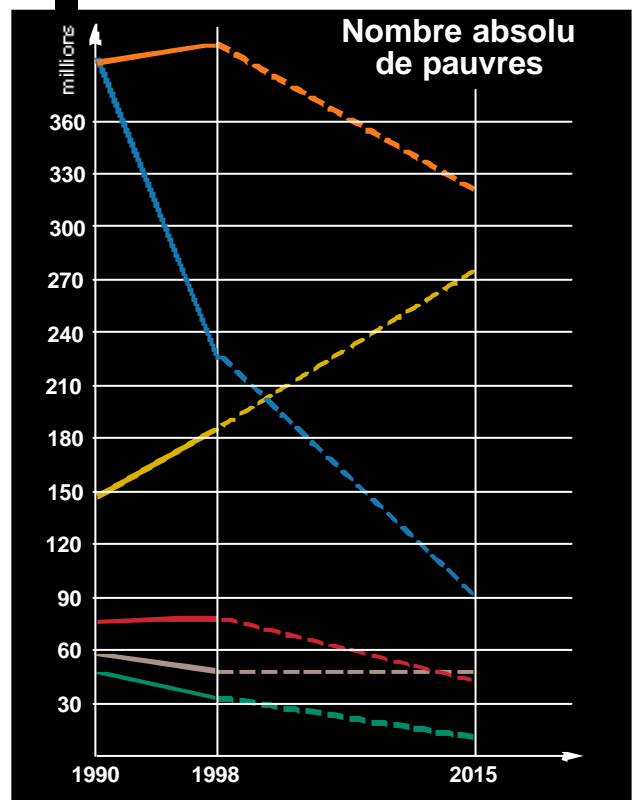
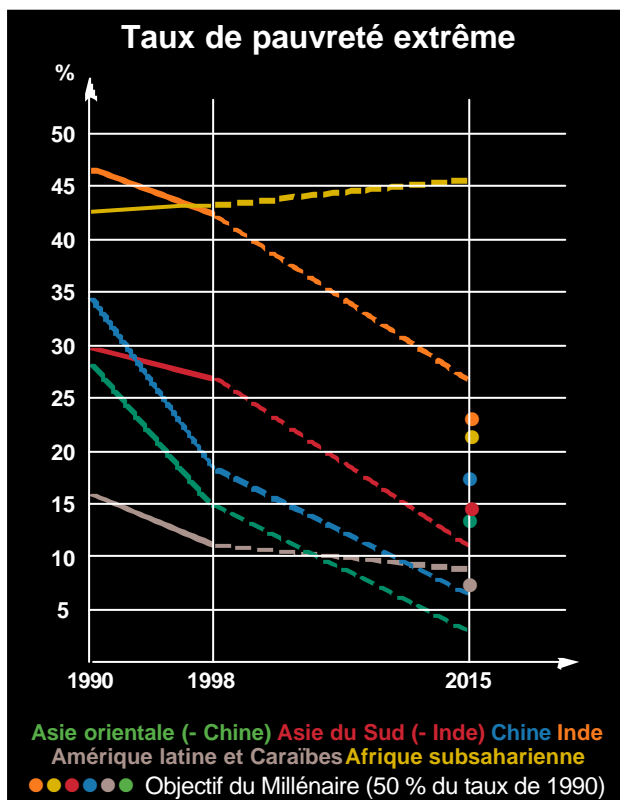
La prise en compte d'un taux plutôt que du chiffre absolu de pauvreté extrême, permet aux Nations unies de pondérer l'influence de la croissance démographique, croissance pourtant étroitement corrélée ... à la pauvreté, à ses causes et à ses effets politiques, économiques, sociaux et culturels.

Si la croissance démographique, par cette pirouette, est laissée dans l'ombre par l'ONU, la croissance économique, quant à elle, et même si elle apparaît entourée d'autres variables, reste plus que jamais l'instrument préférentiel de réalisation des ODM.

La croissance économique, pure et dure, alpha et oméga de tout développement, comme l'exige la tendance idéologique dominante !

Si la Banque mondiale est *"traversée par des débats contradictoires, voire des conflits (1), peu compatibles avec la forme monolithique qui lui est souvent attribuée"* (Cling, Razafindrakoto, Roubaud, 2002), il n'en reste pas moins vrai que cette institution fonctionne selon le principe "Un dollar une voix", pour faire simple.

Dans ce cas de figure, les pays riches (et les nantis dans les pays prospères) sont bel et bien à la tête de la Banque. Ce sont eux qui sont gagnants dans le rapport de forces, qui font primer leurs intérêts, et qui font passer avant tout leurs priorités idéologiques et programmatiques : libre-échange, économie (société) de marché, compétitivité, sous un vernis craquelé de solidarité et d'altruisme. L'écrivain et griot malien Massa Makan Diabaté n'affirmait-il pas : *"Les riches ne se lient jamais d'amitié sincère avec les pauvres"*.



Calculs : Solidarité Socialiste, d'après Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde (2002) et Banque mondiale, Perspectives Economiques Globales (2001).



L'accession à la présidence de la BIRD de Paul Wolfowitz (candidat unique, il a été élu à l'unanimité des administrateurs), incontournable faucon du Pentagone et l'un des artisans les plus acharnés de la guerre en Irak et de l'action unilatérale, peut-elle laisser subsister le moindre doute quant à la nature du rapport de forces qui détermine l'orientation idéologique et économique de la Banque mondiale ? De même pour les Nations unies, George W. Bush y a désigné comme ambassadeur John Bolton qui assénait voici quelque temps : *“Les Etats-Unis font marcher l'ONU quand ils le veulent, et si cela ne vous va pas, je suis désolé, mais ce sont les faits”* (Le Soir, 11 avril 2005, “Bolton à l'ONU pour ‘les valeurs de l'Amérique’”). Voilà qui a le mérite d'être clair ! Il est vrai que les proches du président US n'ont pas l'habitude de mâcher leurs mots, mais y sont-ils obligés ?

Autre indice du caractère primordial de la seule croissance économique dans les réflexions de la Banque mondiale, du FMI et des Nations unies : l'influence prépondérante exercée sur elles par l'étude de Dollar et Kraay, *“Growth is good for the poor”* (2000).

Alors que cette étude contribue à minimiser le rôle de la redistribution sur la réduction de la pauvreté, les études statistiques et la littérature empirique tendent pourtant à montrer que la croissance serait, au mieux neutre, au pire légèrement inégalitaire au profit des plus aisés, et que des mesures sont à mettre en place pour corriger cette tendance. C'est ainsi que la croissance dite pro-pauvres vise activement la réduction des inégalités par une redistribution du produit créé orientée préférentiellement vers les plus pauvres. Elle a d'autant plus d'effet que le niveau de revenu de départ est élevé, et surtout que les inégalités sont, à l'origine, moins importantes. On peut donc déduire de ces constatations, primo que si un certain taux de croissance paraît requis pour réduire la pauvreté, ce n'est pas le facteur le plus important ⁽³⁾, secundo, que si le niveau de revenu de départ joue un rôle certain, il apparaît surtout essentiel, tertio, de savoir comment les richesses disponibles ou créées sont réparties : plus inégalement elles le sont, tous les autres facteurs restant identiques, plus la réduction de la pauvreté est difficile !

Si les inégalités structurelles ont une importance si fondamentale dans la réussite ou l'échec de la réduction de la pauvreté, ne devrait-on pas, selon toute vraisemblance, si l'on désire réellement éliminer la pauvreté (monétaire, humaine, ...) dans le monde, appuyer des politiques de réduction des inégalités et de redistribution radicales qui, si elles ne sont pas poussées à un point tel qu'elles engendreraient des ruptures dramatiques, peuvent se révéler porteuses d'un changement et d'une dynamique très favorables aux pauvres, et, par ce fait, à l'ensemble de la population ? Il faudrait analyser, combiner et prioriser les types de redistribution les plus favorables pour ce faire - certainement en fonction des différents contextes où

ils seraient mis en œuvre : la terre, la propriété, les revenus, les responsabilités, ..., et étudier concrètement quelles mesures pratiques adopter : mesures fiscales, subventions, réformes agraires, réorganisation institutionnelle, appui massif aux services publics (éducation, santé, logement, communications, ...).

Au-delà de ce constat pragmatique, la diminution la plus importante possible des inégalités, bien plus que d'être un simple instrument de réduction de la pauvreté, dans un cadre économique prédéterminé, doit être, philosophiquement et politiquement, un objectif en soi : il s'agit là, ni plus ni moins, que de la question fondamentale de l'application du principe de justice, dont un aspect fondamental est l'égalité des chances ! Et les questions d'inégalités sont liées à l'enjeu vaste de l'organisation sociale du monde et de la participation citoyenne.

Nous avons abordé dans ce théma-zoom l'aspect linéaire et univoque du lien entre croissance et réduction de la pauvreté dans la vision des institutions internationales. Si les faits sont, bien sûr, plus nuancés, nous caricaturons à peine. Mais nous n'avons pas évoqué dans ces pages les effets potentiellement pervers de la croissance et des politiques énergétiques sur lesquelles elle repose, sur la nature et l'environnement humain, leurs limites et leurs capacités d'absorption. Nous y reviendrons dans l'analyse de l'objectif 7, “Assurer un environnement durable”.

(1) Le terme “nouvelle approche” de la Banque mondiale peut laisser perplexe. De fait, Ravi Kanbur, économiste indien et directeur du Rapport, a démissionné parce qu'il trouvait que la BIRD négligeait les plus pauvres et qu'elle privilégiait l'ancienne stratégie, contrairement à ses dires et ses écrits. De même, la démission de Joseph Stiglitz, vice-président de l'institution de 1997 à 2000, est due, entre autres, au fait du recadrement du Rapport sur le rôle central joué par la croissance économique.

(2) Les stratégies d'ajustement structurel, imposées par l'institution-soeur de la BIRD, le Fonds Monétaire International, consistent à contraindre les pays désireux de rééchelonner leur dette extérieure, ou de contracter de nouveaux emprunts, à une politique économique très stricte basée sur des mesures ultra-libérales : élimination du contrôle des prix et des protections tarifaires et non tarifaires; coupes claires dans le secteur public; libéralisation du marché des capitaux; flexibilisation des marchés du travail, ... Dans l'analyse de “l'échec” des politiques antérieures, deux types de causes sont relevés : les politiques étaient inadaptées; elles n'ont pas été réellement mises en œuvre. Sans surprise, la seconde hypothèse est privilégiée par la BIRD, malgré les évidences. Sous un ravalement de façade, la Banque mondiale ne cherche à aucun prix une alternative aux politiques économiques précédemment menées, mais poursuit son travail de sape de l'action collective (populaire ou étatique), au profit des stratégies individuelles, où la force ne prime pas sur le droit, mais est confortée par celui-ci, dans une logique englobante. Cette dernière stigmatise individuellement les pauvres et collectivement les Etats pauvres, et met en relief leur incapacité à appliquer les “bonnes stratégies”, ce qui justifie leur dépendance et leur subordination. L'intérêt des décideurs réels au sein de la Banque mondiale est de démontrer cette incapacité en jouant le jeu du changement (en apparence) tout en conservant et en renforçant dans le monde réel les obstacles qui interdisent la mise en œuvre des capacités des populations, qui devraient s'appuyer sur d'autres référents, modèles, pratiques, actions, alternatives, pour pouvoir s'exprimer.

(3) Il pourrait même s'avérer négligeable si l'on sort du cadre de référence purement mécaniste et linéaire qui est celui de la Banque mondiale et de la pensée dominante.

Au Burkina, un autre FADOC est possible !

Le programme FADOC (Formation Appui à la Dynamisation des Organisations Communautaires) existe au Burkina depuis 1998 et a permis le financement de petits projets, portés par des organisations communautaires de base. Il a ainsi, entre autres, à son actif le renforcement de la structuration d'un réseau de paysans au niveau provincial : la Fédération des Groupements de Producteurs du Nyala (FGPN) regroupant actuellement 160 groupements villageois.



Cécile, animatrice du programme Mutuelle et Santé (ASMADE), et Eric, étudiant belge en stage dans la même association, au cours d'une réunion avec les instances de la mutuelle de Saaba.

Pourtant, si l'objet principal du FADOC est le renforcement de la société civile porteuse de changement social, il faut constater que les actions financées par le passé répondaient à un souci de prendre en compte la nécessité de lutter contre la pauvreté d'abord – le Burkina est l'un des pays les plus pauvres de la planète – et que celles-ci ne répondaient pas toujours à une stratégie très précise.

Plus embarrassants encore : les problèmes d'ancrage institutionnel. Les structures porteuses ont rencontré des difficultés telles qu'elles étaient dans l'incapacité de mener le programme avec l'efficacité et la pertinence voulue, entraînant à deux reprises (en 1999 et 2002) une forte réduction (voire l'interruption) des activités. Ce qui a conduit Solsoc et ses partenaires à redéfinir une autre stratégie de partenariat FADOC au Burkina : pourquoi ne pas mettre en place, avec les

partenaires de Solsoc, un collectif d'associations locales ayant de toute évidence une communauté de vision quant à la structuration de la société civile et du développement au Burkina Faso, pour gérer le programme ?

Dès la fin de l'année 2003, les investigations commencent. Elles sont confiées à un comité de pilotage ainsi qu'à M. Zéphirin Belemsigri, coordinateur FADOC depuis 2002. Les activités vont bon train : enquêtes, entretiens, rencontres, ateliers et réunions d'échanges, de réflexion, de conception de stratégies avec et entre les partenaires, rédaction et élaboration de documents, de comptes rendu, de rapports ...

Le scénario prend forme et séduit. C'est ainsi que neuf organisations locales et un programme (Step/Bit) décident de s'associer pour mener le programme FADOC. Parmi les organisations, on retrouvera des partenaires de Solsoc (Asmade, ATY, FGPN, FNGN, Promo-Femmes), mais aussi d'autres associations comme RECIF/TAN et Diobass-écologie. Le Consortium pour la Dynamisation des Organisations Communautaires (le CDOC) est créé !

Cependant, il lui reste encore du chemin à parcourir avant de pouvoir jouer pleinement son rôle. Il commence par élaborer une Charte où il clarifie sa vision et définit sa stratégie d'intervention conforme avec celles du FADOC international et prenant en compte les réalités du Burkina. Le terrain est assez favorable pour agir sur le renforcement d'une citoyenneté comme facteur essentiel pour un contrôle collectif des organes politiques et de l'Etat. En effet, un processus de décentralisation est en cours au Burkina, et la société

LE FADOC

Conçu en 1997, le FADOC constitue un modèle de partenariat. Il s'agit d'un programme destiné à soutenir des initiatives communautaires porteuses de changement social en faveur des populations les plus vulnérables. Le FADOC est un programme international géré par un groupe d'organisations partenaires dans une dizaine de pays (Brésil, Mexique, Nicaragua, Colombie, Cap Vert, Guinée-Bissau, Sénégal, RD Congo, Burkina Faso et Palestine).



De g. à dr. : Aboubacar Yaye (FGPN), Mamadou Belem (coordonateur des programmes ASMADE), Ousmane Ouedraogo (Naam, FNGN), Clémentine Ouedraogo (directrice de Promo-Femmes) et Agnès Ilbougi (collaboratrice Promo-Femmes) lors d'une réunion du comité de suivi et de sélection du FADOC-Burkina.

civile entend investir l'espace public aux côtés des autres acteurs (élus, services publics, opérateurs économiques) et le transformer en lieu de vie «citoyen et démocratique», porteur de véritables changements sociaux pour les populations.

Le CDOC choisit d'appuyer des organisations sociales de base (OSB) ou des réseaux d'OSB en milieu rural, urbain et péri-urbain au travers de quatre thématiques: la décentralisation, la promotion des droits sociaux (santé et éducation), les droits humains, et en particulier ceux de la femme, la problématique de la dette et la promotion de la bonne gouvernance. Trois régions du Burkina Faso sont ciblées dans un premier temps. Dans le même mouvement, le consortium s'organise et met en place des organes de gestion, de sélection et de coordination.

Enfin, le CDOC affine sa méthode d'intervention : une étude des zones ciblées et un inventaire des associations qui y sont actives permettent de distinguer les zones où il existe des réseaux ou ensembles d'OSB structurés et celles où il n'y en a pas. La stratégie d'intervention s'adaptera à cette réalité même si, dans tous les cas, elle répondra aux mêmes principes d'une démarche participative, flexible et pédagogique.

Après avoir partagé une vision et construit une stratégie ainsi qu'une méthode de travail «FADOC» pour le Burkina, les membres du CDOC sont sur le point de passer à l'action. Les demandes des OSB arrivent et sont sélectionnées : cinq organisations communautaires sont retenues ainsi qu'un réseau provincial de 53 organisations sociales de base.

En février dernier, lors de la mission de suivi annuelle de Solsoc, nous avons eu la chance de participer au premier atelier réunis-

sant le Réseau des Associations de Développement de la province du Bazega (RAD/B), le CDOC et Solsoc. Trois jours sont consacrés à la validation de la Charte et à la définition générale des axes de collaborations possibles. Dans les travaux de sous-groupe, les participants du réseau représentant chacun leur organisation, expriment leur intérêt de mener des actions autour des thématiques retenues par le FADOC.

Les mécanismes et les enjeux de la décentralisation sont méconnus. Le RAD/B souhaite former et informer ses membres et ensuite mener des actions de sensibilisation de la population plus larges. D'autres thématiques telles que les droits de la femme et des enfants reviennent assez systématiquement. Certaines organisations du

réseau mènent prioritairement des actions en faveur des femmes, des jeunes ou des enfants ... La participation aux élections est aussi un sujet de préoccupation, les présidentielles sont prévues pour novembre 2005. Malheureusement, elles se feront avant les communales, mais il y a malgré tout des actions à mener. L'assainissement et l'accès aux soins de santé sont des sujets qui intéressent également.

L'approche retenue par le RAD/B et le CDOC est la formation en profondeur de tous les membres sur ces questions (sorte d'éducation populaire) qui permettra ensuite au réseau de mener des actions de sensibilisation et d'éducation vers un public plus large, ainsi que des actions de lobbying vers les instances publiques et politiques, et enfin des actions plus concrètes dans les domaines qui intéressent le réseau tels que l'assainissement, l'accès aux soins de santé, l'éducation, les activités culturelles et sportives, etc.... Soulignons également dans les demandes, celle d'une mutuelle de santé qui souhaite un appui pour



Léa, secrétaire-comptable du programme FADOC Burkina, lors de l'atelier du réseau des associations de développement de la Province du Bazega (RAD-B), à Kombissiri.

construire son siège. Cette mutuelle ainsi que deux autres sont accompagnées par Asmade, membre du CDOC et partenaire de Solsoc au travers du programme «Droit à la santé et l'éducation» concernant plus précisément la mise en place de mutuelles de santé villageoises. Ce programme ne peut pas répondre aux soucis de la mutuelle de Saaba, tandis que le FADOC est en mesure de le faire. Cet exemple illustre qu'il existe également des complémentarités entre les différents programmes mis en œuvre au Burkina par les partenaires de Solsoc qu'il s'agisse du «droit à la santé et l'éducation», de la «souveraineté alimentaire» ou du «FADOC».

La diversité et la complémentarité des membres du CDOC, qui sont des spécialistes des mutuelles de santé, du travail dans le secteur informel urbain, de la question du droit des femmes, ou qui sont des fédérations de groupements paysans, constituent un atout pour le programme FADOC au Burkina à condition d'exploiter au mieux ce potentiel et de renforcer encore la synergie qui existe entre les membres.

Les partenaires du CDOC devront toutefois s'impliquer davantage dans les questions liées au suivi, l'évaluation et la capitalisation du programme. Il s'agit là d'un point névralgique parce que le suivi-évaluation nécessite beaucoup de moyens surtout dans un programme qui met l'accent sur l'accompagnement des OSB à travers l'éducation et la mise en réseau et qui veut privilégier un suivi de proximité : comment valoriser les dispositifs de suivi existants des uns et des autres dans la construction d'un dispositif propre au programme FADOC. Il faut savoir que les zones ciblées par le programme l'ont été aussi en tenant compte du fait qu'il s'agissait de zones d'interventions des membres du CDOC.



Par ailleurs, même si dans sa composition, le CDOC garantit une certaine complémentarité des compétences, il devra s'ouvrir vers des ressources extérieures. Le nouvel angle d'attaque du programme qui s'approche plus de l'éducation populaire sur des thématiques comme les enjeux de la décentralisation ou encore la bonne gouvernance..., nécessite une bonne maîtrise de ces questions et la disponibilité de méthodes et d'outils adaptés. Dans ce sens, des contacts se prennent avec d'autres acteurs de la société civile comme ACE/RECIT (Association Construisons Ensemble / Laboratoire de Recherche sur la Citoyenneté en Transformation) ou REN LAC (Réseau National de Lutte Contre la Corruption).

Voici en quelques lignes la description des premières étapes du processus en cours au Burkina pour la mise en place d'un nouveau partenariat «FADOC» qui, espérons-le, s'inscrira dans la durée. Ce processus

repose essentiellement sur la construction et la consolidation d'une identité collective entre des organisations partenaires et sur leurs compétences, leur expérience, leur dynamisme et enfin leur engagement à se mobiliser ensemble pour une société civile en mesure d'être une vraie force de proposition.

Et c'est bien là le sens du travail de Solidarité Socialiste au Nord et au Sud : contribuer à renforcer et à mettre en réseau des acteurs collectifs de changement social qui luttent contre un capitalisme débridé destructeur des humains et du monde.



Véronique Wemaere, chargée de partenariat Burkina, en compagnie de Gabriel Sobgo, représentant de SolSoc au Burkina, à l'occasion d'une rencontre avec des restauratrices de rue à Ouagadougou.